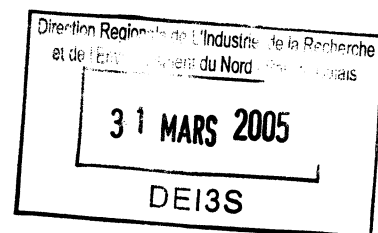




Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



## PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER  
DCVC-EIM-CT-N°2005-51

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

#### COMMUNE DE GUARBECQUE

#### COMMUNAUTE DE COMMUNES ARTOIS FLANDRES (CCAF)

### ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS  
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 décembre 1988 modifié ayant autorisé la Communauté de Communes Artois Flandres à exploiter une usine d'incinération des ordures ménagères sur le territoire de la commune de GUARBECQUE ;

VU le dossier présenté par la Communauté de Communes Artois Flandres relatif à la cessation d'activité de l'usine d'incinération des ordures ménagères de GUARBECQUE ;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 25 janvier 2005 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 16 février 2005 ;

VU la délibération du Conseil départemental d'Hygiène en date du 1<sup>er</sup> mars 2005 à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

**Considérant** que l'examen du dossier communiqué par l'exploitant montre que le mémoire présenté est nettement insuffisant sur le plan de l'état environnemental du site et les mesures prises pour assurer la protection du milieu naturel ;

**Considérant** que compte tenu de ces éléments il s'avère nécessaire d'imposer à l'exploitant des prescriptions complémentaires de nature à vérifier l'impact passé du site sur l'environnement ;

Vu l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 3 mars 2005 ;

**Considérant** que le pétitionnaire n'a pas formulé d'observation dans le délai réglementaire ;

Copie GA Fauche

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La Communauté de Communes ARTOIS FLANDRES, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège est situé Place Jean Jaurès à ISBERGUES (62330) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatives à l'usine d'incinération d'ordures ménagères qu'elle a exploitée à GUARBECQUE.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site précité ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Livre V du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1<sup>er</sup>.

### **ARTICLE 2 – DIAGNOSTIC INITIAL - PHASE A DOCUMENTAIRE**

Un diagnostic initial du site et de son impact sur l'environnement devra être réalisé selon le guide national de gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.. Il sera limité à la phase A Documentaire.

Cette phase devra comprendre :

- l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc.. Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc..) est à envisager pour connaître les « pratiques non-écrites » en vigueur éventuellement dans l'entreprise ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation, le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc..) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, etc..) ;
- une visite de terrain et de ses environs immédiats pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;
- un rapport de synthèse qui fera le récolement des informations recueillies au cours de la première phase du diagnostic initial.

### **ARTICLE 3 – DIAGNOSTIC INITIAL – PHASE B INVESTIGATIONS DE TERRAIN**

Dans l'éventualité où les résultats de la phase documentaire reprise à l'article 2 du présent arrêté ne fournissent pas suffisamment d'éléments pour appliquer les grilles de notation de l'Etude Simplifiée des Risques reprise à l'article 4, une étude des sols du site et de leur impact sur l'environnement devra être réalisée par un tiers expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Cette étude des sols devra être réalisée conformément au Guide National de Gestion des Sites (potentiellement) Pollués du Ministère de l'Environnement et sera limitée à la phase B « investigations sur le terrain » qui comporteront notamment les mesures et analyses ci-dessous :

- recensement de l'extension en plan et en profondeur de la pollution par les hydrocarbures, les métaux (arsenic, cadmium, Cr Total et  $\text{Cr}^{+6}$ , cuivre, étain, manganèse, mercure, nickel, plomb et zinc) et les dioxines ;
- analyses et investigations complémentaires rendues nécessaires par les conclusions de l'étude visée à l'article 2.

### **ARTICLE 4 – EVALUATION SIMPLIFIEE DES RISQUES**

L'exploitant fera réaliser par le tiers expert visé aux articles 2 et 3, ci-dessus, une évaluation simplifiée des risques conformément au Guide National de Gestion des Sites Potentiellement Pollués du Ministère de l'Environnement.

### **ARTICLE 5 – ETUDE SUR LES REJETS ATMOSPHERIQUES ET EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX**

L'exploitant est tenu de faire réaliser par un tiers compétent une étude des retombées des rejets atmosphériques de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et une évaluation des risques sanitaires et environnementaux.

Le choix de l'expert et la définition du cahier des charges de cette étude et de cette évaluation seront soumis à l'approbation préalable de l'inspection des installations classées.

L'étude comprendra :

- a) un recensement des produits ou substances émises, susceptibles d'engendrer un risque pour la santé portant notamment sur :
  - . les dioxines et furannes
  - . les métaux : arsenic, cadmium, Cr Total et  $\text{Cr}^{+6}$ , cuivre, étain, manganèse, mercure, nickel, plomb et zinc

ainsi qu'une identification des dangers liés à ces produits.

- b) une étude des retombées atmosphériques comportant une modélisation des rejets et une cartographie des zones de retombées.
- c) dans les zones de retombées, une identification et un recensement des différentes voies de transfert de pollutions (sols, eaux, cultures, élevages) et une cartographie des populations présentes.

## **ARTICLE 6 – CAMPAGNES DE PRELEVEMENTS**

Une campagne de prélèvement sera effectuée. Elle portera sur les différentes voies de transfert. Elle sera réalisée selon un plan d'échantillonnage représentatif en utilisant des méthodes d'analyses normalisées.

Ce plan d'échantillonnage sera soumis au préalable à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Les résultats bruts, en particulier ceux des analyses de sols, seront complétés par une présentation cartographique sous forme de courbes d'isoconcentration des éléments décelés.

Les valeurs relevées à l'issue de la campagne de prélèvement seront comparées, commentées, par rapport aux valeurs réglementaires, aux valeurs guides couramment utilisées, ainsi qu'aux valeurs moyennes du bruit de fond.

En fonction des résultats précédents, une évaluation des conséquences pour la santé et l'environnement, et si nécessaire la détermination des mesures à prendre pour prévenir les risques sera (seront) réalisée(s).

## **ARTICLE 7 – ECHEANCIER**

Le respect des prescriptions du présent arrêté devra être fait selon l'échéancier ci-dessous (à compter de la notification du présent arrêté).

### **→ Articles 2, 3 et 4**

- cahier des charges de l'étude et propositions du tiers expert : 1 mois
- bon de commande de l'étude : 2 mois
- communication du rapport de l'étude et de l'ESR à l'Inspection des Installations Classées : 6 mois

### **→ Articles 5 et 6**

- cahier des charges de l'étude : 1 mois
- bon de commande de l'étude : 2 mois
- campagnes de prélèvements : 6 mois
- résultats de l'étude et de l'évaluation des risques sanitaires et environnementaux : 6 mois

## **ARTICLE 8 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté préfectoral complémentaire sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 9**

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1er.

## **ARTICLE 10**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE :

- 1) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifié ;
- 2) Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **ARTICLE 11 :**

L'établissement sera soumis à l'inspection de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées chargé de veiller à ce que les conditions prescrites soient observées en tous temps, ainsi qu'à celle de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, plus spécialement chargé de la surveillance en ce qui concerne les dangers d'incendie.

## **ARTICLE 12 :**

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de GUARBECQUE et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la Mairie de GUARBECQUE pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

## **ARTICLE 13 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous Préfet de BETHUNE, et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Président de la Communauté de Communes Artois Flandres et à M. le Maire de la commune de GUARBECQUE.

ARRAS le 29 mars 2005,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général,  
Signé Patrick Mille.

### **Ampliation destinée à :**

- M. le Président de la Communauté de Communes Artois Flandres Place Jean Jaurès 62330 ISBERGUES
- M. le Sous Préfet de BETHUNE
- M. le Maire de GUARBECQUE
- M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement à DOUAI
- Dossier
- Chrono.

Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué,

Jean Michel VERCIOCK.

